N° 307 — 17e Année — CINQ CENTIMES — Samedi 3 Novembre 1906

RÉDACTION
ROUBAIX, 65, rue des Fabricants (près la place du Trichon)
TOURCOING, rue VERTE, 53

Siège administratif
Rue Nationale, 51, à Lille

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
hors et départements limitrophes
Trois mois, 5 francs. — Un an, 20 fr. nce.

LA VOIX DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES . . . . . 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES . . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS . . . . . 0 fr. 75 —
LOCALES . . . . . 1 fr. 00 —

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, à Paris, à l'Agence Havas, ace de la Bourse, 10

Téléphone

REPRISE DU TRAVAIL DES MINEURS

Vifs incidents entre Basly et le Parti Ouvrier

Encore la grève

Nous pensions être arrivés à une période de notre évolution économique et politique, où la grève serait considérée comme inutile pour obtenir toutes les améliorations que les travailleurs ont raison de vouloir et qui leur sont dues.

Certes, nous avons dit et répété bien des fois que le droit de se mettre en grève appartient aux ouvriers sans contestation possible. C'est une des formes du droit humain et l'une des libertés nécessaires.

Mais le développement de la démocratie n'est-il pas arrivé à un point où la grève doit nous paraître une méthode arriérée, surannée, un outil hors d'usage et désormais dépassé par les autres moyens que les travailleurs ont à leur disposition et dont ils ont fait la conquête? Voilà la question qui se pose; elle mérite d'être examinée par les travailleurs, par les chefs des syndicats, avec la plus sérieuse attention.

Nous sommes convaincus que les ouvriers d'aujourd'hui, sous notre République, quoique si imparfaite encore, avec leurs Syndicats, leurs Bourses et leurs Maisons du peuple, leurs Conseils du travail, ont en main des moyens plus efficaces que la grève s'ils veulent s'en servir d'une manière intelligente et raisonnée à la lumière de l'expérience.

Les ouvriers qui se mettent en grève pour soutenir leurs revendications légitimes, qui affrontent les misères les plus douloureuses pour défendre leurs droits contre les exigences des capitalistes, sont dignes de sympathie et de respect. Mais la grève, telle que nous la leur voyons pratiquer, appartient à une période économique qui devrait être close.

C'est l'enfance de la stratégie ouvrière. C'est, en quelque sorte, l'école primaire de l'évolution démocratique. Nous comparons les ouvriers qui se mettent en grève, comme nous le voyons à Liévin et à Lens, à ces paysans du moyen âge qui luttaient avec la houe et la bêche contre les seigneurs tout bardés de fer et portant la lance et l'épée! Les seigneurs d'aujourd'hui sont bardés d'or et de billets de banque.

D'abord voici une faute de méthode bien grave que nous nous permettons de signaler aux intéressés: « A Lens, sâlo David, disons-nous dans les journaux, la grève est acclamée avec enthousiasme... L'heure des réunions est fixée pour clôturer la liste des revendications et nommer les délégués... » Mais cette liste des revendications, ce programme des droits, cette nomination des délégués, tout cela aurait dû précéder la déclaration de la grève, comme on a vu en 1789 la rédaction des *Cahiers* des droits du peuple précéder la Révolution française.

Nous avons toujours expliqué ici que la bonne méthode, la seule qui puisse conduire à la victoire, est d'abord d'examiner avec soin et en détail les revendications sur lesquelles les travailleurs sont d'accord, d'en dresser un tableau parfaitement clair, puis d'engager là-dessus la discussion avec les représentants du patronat, et enfin, si on n'aboutit pas à un arrangement amiable par la médiation et l'arbitrage, alors la grève reste comme la dernière et redoutable raison du droit!

Et lorsque la grève est déclarée dans ses conditions, elle a pour elle l'appui de l'opinion publique et de tous les bons citoyens; elle est dix fois plus forte, elle devient irrésistible; tandis que si la grève est déclarée sans négociations suffisantes, sans un effort manifeste de délibération, d'entente, d'arbitrage, elle court le risque de n'être pas suivie par l'opinion publique.

La grève du bassin houiller du Pas-de-Calais était à prévoir. J'oserais dire qu'elle était inévitable, en présence de la hausse du charbon, étant données les conditions et les habitudes de notre régime économique, puisque les patrons houillers ont coutume d'attendre la pression terrifiante de la grève avant d'accorder de justes salaires et puisque les ouvriers ont coutume d'affirmer leurs revendications par la cessation du travail.

Mais encore une fois cette période de notre régime économique doit être close; elle est close virtuellement par les faits, par les institutions, par les lois; elle ne demeure ouverte que par les préjugés du passé et d'une manière toute artificielle qui n'a plus sa raison d'être dans la nature des choses! Voilà la situation d'aujourd'hui, et c'est cette situation que nous recommandons à l'examen attentif des ouvriers et des compagnies charbonnières.

La réunion qui doit se tenir à la préfecture d'Arras et qui sera finie à l'heure où paraîtront ces lignes, nous rappelle celle du même genre qui eut lieu, il y a neuf ans, en 1891. A cette époque une réunion mémorable s'est tenue aussi à la Préfecture d'Arras. On y élabora un accord qui s'est appelé la charte d'Arras. Nous disions alors que de telles conférences devraient se renouveler à périodes successives, sans attendre la grève, afin de tenir toujours le taux des salaires et les conditions du travail au courant de l'évolution économique, et que de cette manière on évitât ces ruptures retentissantes et périlleuses qui font plus de dégâts que la rupture des flancs d'airain d'une chaudière ou que l'explosion d'une mine! Mais combien de fois a-t-on fait sérieusement l'expérience de ces conférences du travail entre ouvriers et patrons? A peine une fois et demie, et toujours on laissait tomber en sommeil cette méthode si salutaire!

Alors, à quoi sert la raison, l'expérience, la méthode, le progrès des lois et de l'esprit public, si toujours on va retomber dans les mêmes ornières de boue qui deviennent des ornières de sang?

Ces conférences du travail, M. Waldeck-Rousseau les a établies en principe dans sa sentence arbitrale pour la grève du Creusot. M. Millerand a fait mieux; il a institué les Conseils du travail, et, précisément, il a institué **un de ces Conseils** du travail dans le bassin houiller qui se met en grève aujourd'hui! Ce n'est donc pas la grève qu'il fallait déclarer: c'est le Conseil du travail qu'il fallait organiser immédiatement!

La grève n'en conserve pas moins son droit naturel, sa légitimité rationnelle; mais elle est l'outil suprême, le moyen qu'il faut mettre en œuvre comme un dernier ressort, si les moyens de la raison, de la sagesse, de la délibération réciproque n'ont pas abouti à un résultat décisif. Or, dans les trois quarts des cas, la grève sera prouvée inutile, car on offlendra avant la grève tout ce qui est possible et juste dans les conditions actuelles de la France et du monde.

Nous ne disons pas: «Organisons la grève!» — Nous disons: «Organisons le travail!»

Que le travail soit organisé de telle sorte que la grève devienne inutile et superflue, et que le travail contienne dans sa constitution même tout repos et tout chômage nécessaires, avec des conditions d'existence honorables pour tous les travailleurs. Voilà la tâche et le devoir de la République.

Hector DEPASSE.

POLITIQUE ETRANGÈRE

En Espagne

Malgré les nouvelles très rassurantes du gouvernement, la situation ne laisse pas d'être un peu plus trouble qu'on veut bien le dire. La reine-régente est revenue à Madrid, le Conseil des Ministres s'est réuni et il serait sur le point de suspendre de nouveau les garanties constitutionnelles. On ne trouve toujours pas de ministre de la marine; le général Ramos Izquierdo, à qui ce portefeuille avait été offert, déclare, comme les précédents candidats qu'il ne peut faire aucune économie sur le budget actuel, et cependant ces économies sont indispensables pour remettre à flot le grand vaisseau de la patrie espagnole, qui est encore plus précieux que tous les autres.

C'est là le grand défaut de la situation. C'est que l'Espagne ne peut pas se résigner à adopter la seule politique qui lui rendrait la prospérité et la vie. Elle semble ne plus pouvoir se donner un vrai gouvernement. Si elle avait un gouvernement, nous dirions que le mouvement carliste est absolument sans importance. Mais c'est l'état précaire de la politique constitutionnelle et libérale qui peut rendre périlleux tous les incidents et amener l'agitation carliste à une effervescence redoutable. On télégraphie de Barcelone que la bande carliste de Berga est forte de 300 hommes; c'est déjà quelque chose. D'une autre part, on commente beaucoup la disparition du duc de Solferino et d'un certain nombre de carlistes connus. On peut croire qu'ils ne sont pas étrangers au mouvement.

Il faut mettre en regard de cette situation un discours prononcé à la Corogne par **M. Romero Robledo**, qui s'est exprimé en ces termes:

> Les partis de gouvernement, en Espagne, ne sont pas des partis nationaux, mais des partis imposés par la couronne. Je n'ai pas eu la faiblesse de la cour, mais je considère la patrie comme supérieure à tout. M. Romero Robledo a attaqué énergiquement le projet de mariage de la princesse des Asturies avec le fils du comte de Caserte. Il a dit que les princes devaient exercer les questions de sentiments à la raison d'Etat. Il a prétendu que le mouvement carliste était le résultat de la politique ultramontaine suivie par les ministères. Enfin il a blâmé les progrès des congrégations religieuses qui ce sont emparées de l'Espagne, mais il a fait l'éloge du bas clergé.
>
> H. D.

Nos Dépêches

Par Fil Téléphonique spécial

Informations Politiques

Interpellation de l'abbé Lemire

Paris, 1er novembre. — L'abbé Lemire, député du Nord, a informé le président du Conseil qu'il interpellerait le gouvernement sur la crise du charbon, dès la rentrée des Chambres.

NOUVELLES DIVERSES

Le général André à Brest

Brest, 1er novembre. — Le général André était aujourd'hui à Brest pour assister à l'inauguration d'un monument élevé aux Bretons morts pour la Patrie.

A son arrivée il est reçu par le Maire, qui lui souhaite chaleureusement la bienvenue.

Après les salutations d'arrivée, le ministre va à la préfecture où ont lieu les réceptions. Sur tout le parcours la population a vigoureusement acclamé le ministre de la guerre. On n'a pas entendu un seul cri discordant.

Les réceptions se sont terminées à onze heures.

A midi, un banquet était offert au ministre. Au dessert, M. Berger a remercié le général André d'être venu.

La présence, dit-il, d'un représentant de la défense nationale était tout indiquée à pareil jour, et nul ne pouvait mieux parler des marins et des soldats morts pour la patrie qu'un ministre, un ministre républicain et un patriote.

Le général André répond:

Ce que j'ai d'abord considéré comme un honneur me devient une satisfaction par la façon dont j'ai été accueilli.

C'est pour moi, comme chef de l'armée, comme membre du gouvernement, une énorme et entière satisfaction de me trouver dans un milieu tel que celui d'ici.

Nous nous trouvons avec des hommes amoureux de l'armée, fiers de ses gloires nationales et en même temps convaincus et imprégnés du plus profond dévouement pour la République pour laquelle nous combattons tous.

Notre gouvernement a pris un titre: « le gouvernement de défense républicaine. » Je suis militaire et comme tel on m'a appris que la véritable défense était la défense offensive. Je n'en dis pas plus long. Je lève mon verre à la ville de Brest.

On se rend ensuite au square où est élevé le monument.

Le docteur Anner, adjoint au maire, prononce un discours, puis fait la remise du monument au maire qui remercie et félicite le sculpteur Maillard, auteur du monument.

Après le discours du ministre la cérémonie continue par l'exécution d'une cantate intitulée: *Pour la Patrie.*

L'amiral Besnard rappelé à l'ordre

Brest, 12 novembre. — Un incident fort caractéristique s'est produit ce matin lors de la réception des officiers de la marine.

L'amiral Besnard, commandant l'escadre du Nord, présentait le corps d'officiers et affirmait leur dévouement au pays.

Le général André l'interrompit vivement:

« Mais, amiral, en dehors de ce dévouement, il y en a d'autres. »

L'amiral Besnard, se reprenant aussitôt, continua:

« et à la République comme à ceux qui la représentent. »

Puis l'entretien dériva aussitôt de l'accueil fait par la marine au général André pendant son voyage en Tunisie.

Au banquet de ce soir, le ministre de la guerre a prononcé un discours qui n'a aucun caractère politique et qui a soulevé à plusieurs reprises de vifs applaudissements.

(Voir la suite à la dernière heure)

M. Léon Bourgeois ambassadeur

Paris, 1er novembre. — Le correspondant d'un journal du soir lui télegraphie:

Berlin, 1er novembre. — De source absolument autorisée, il me revient le bruit que Guillaume a donné son acquiescement au choix fait par M. Delcassé de M. Léon Bourgeois comme ambassadeur à Berlin. On le sait bien sur ce fait que, dans son récent voyage à Paris, M. Witte était chargé par le tsar de pressentir le gouvernement français sur le désir qu'avait à plusieurs reprises, manifesté Nicolas II de s'assurer la collaboration immédiate et constante de M. Léon Bourgeois, dont le rôle, dans la conférence de la Haye, fut si remarquable et si remarqué. Le tsar voudrait poursuivre son initiative humanitaire et la mener pratiquement à bien.

C'est à cette œuvre qu'il voudrait voir collaborer de près M. Léon Bourgeois qu'il a vu, qu'il estime et qui n'a pas refusé catégoriquement l'offre impériale.

Guillaume veut parer ce coup en enlevant M. Léon Bourgeois au tsar.

FAITS DIVERS

Terrible accident

Paris, 1er novembre. — Ce matin, dans le train 140 allant de la gare de l'Est à Vernouil, un voyageur nommé Georges Carpentier, âgé de 36 ans, habitant à Sussy-en-Brie, a eu le crâne fracassé en passant sous le tunnel de Saint-Maudé.

Quand le train est arrivé en gare on a aperçu la tête du malheureux qui pendait par la portière.

Le corps a été déposé à la gare, et la famille a été prévenue.

A L'ÉTRANGER

L'agitation carliste en Espagne

Conseil des Ministres

Madrid, 1er novembre. — Le Conseil des Ministres, tenu hier, s'est spécialement occupé du mouvement carliste. Il a décidé de prendre des mesures très sévères. Bien si le rebellion s'étendait le gouvernement aurait recours aux moyens extrêmes.

Les troubles

Madrid, 1er novembre. — Le soulèvement carliste s'étend rapidement; si le gouvernement ne prend à l'instant d'énergiques mesures il faut qu'on s'attende à la plus formidable insurrection qu'on ait vue depuis la dernière guerre.

On pensait d'abord que l'escarmouche de Badanola était une affaire isolée; mais on voit maintenant qu'elle faisait partie d'un vaste mouvement qui, bien que les chefs du parti carliste, feignent de l'ignorer, aurait obtenu, en cas de succès, leurs encouragements et leur aide.

Au nord de Barcelone, tout le district montagneux est en feu, et l'on s'accorde à donner aux soulèvements un caractère exclusivement carliste. Les révolutionnaires ont des uniformes et des fusils en grande partie du type Remington, qui, sans aucun doute, ont été introduits de l'étranger par contrebande.

Les colonnes lancées à leur poursuite ont reçu des renforts; tous les soldats en congé, même les infirmes, ont été rappelés au service pour être incorporés dans les regiments qui sont prêts à être expédiés à Barcelone, en cas de besoin.

Les révolutionnaires, qui appartiennent principalement aux bandes de Berga, Ygualda et Manresa, doivent comprendre mille hommes et le premier succès décupler leurs forces. Le gouvernement envoie des navires de guerre à Barcelone. Dans tous les districts suspects, les garnisons sont tenues sous les armes. Il faut s'attendre à la proclamation de la loi martiale. Sur les frontières de France, les gardes ont été renforcés pour arrêter l'importation des armes.

EN CHINE

Une lettre de Mme Pichon

Mme Pichon, la vaillante femme de notre ministre à Pékin, vient d'adresser à sa mère, Mme Verdier, et à la mère de son mari, une lettre dont le *Matin* donne les passages suivants qui lui ont été communiqués:

Rien ne nous a été épargné. Les Chinois ont mis le feu tout autour de la légation d'Angleterre, où heureusement il y avait deux pompes. Nous faisions la chaîne au milieu des balles qui siffaient. C'est miracle qu'aucune femme, aucun enfant n'ait été tué...

... Un jour, nous avons eu le feu derrière notre maison et il a fallu démolir les communs pour l'empêcher de nous gagner. La pluie nous aurait rée bien utile pour l'éteindre, mais heureusement qu'il n'a pas plu, car nous savions que la pluie aurait empêché les troupes alliées de parvenir jusqu'à nous à travers le pays inondé...

... Combien j'ai pris Dieu, matin et soir, le supplient de venir à notre secours, de nous conserver l'espoir de vivre et de vous revoir!... Il m'a exaucée: le 10 août sont arrivées les lettres des généraux anglais et japonais qui nous disaient, dès qu'ils avaient battu deux fois l'ennemi et que, si rien ne venait arrêter leur marche, ils seraient le 13 ou le 14 sous les murs de Pékin.

A partir de ce moment, nous n'avons plus eu qu'une idée: tenir, tenir quand même!... Enfin, fait par la marine au général André pendant son voyage en Tunisie.

Au banquet de ce soir, le ministre de la guerre a prononcé un discours qui n'a aucun caractère politique et qui a soulevé à plusieurs reprises de vifs applaudissements.

(Voir la suite à la dernière heure)

M. Léon Bourgeois ambassadeur

Paris, 1er novembre. — Le correspondant d'un journal du soir lui télegraphie:

Berlin, 1er novembre. — De source absolument autorisée, il me revient le bruit que Guillaume a donné son acquiescement au choix fait par M. Delcassé de M. Léon Bourgeois comme ambassadeur à Berlin. On le sait bien sur ce fait que, dans son récent voyage à Paris, M. Witte était chargé par le tsar de pressentir le gouvernement français sur le désir qu'avait à plusieurs reprises, manifesté Nicolas II de s'assurer la collaboration immédiate et constante de M. Léon Bourgeois, dont le rôle, dans la conférence de la Haye, fut si remarquable et si remarqué. Le tsar voudrait poursuivre son initiative humanitaire et la mener pratiquement à bien.

C'est à cette œuvre qu'il voudrait voir collaborer de près M. Léon Bourgeois qu'il a vu, qu'il estime et qui n'a pas refusé catégoriquement l'offre impériale.

Guillaume veut parer ce coup en enlevant M. Léon Bourgeois au tsar.

FAITS DIVERS

Terrible accident

Paris, 1er novembre. — Ce matin, dans le train 140 allant de la gare de l'Est à Vernouil, un voyageur nommé Georges Carpentier, âgé de 36 ans, habitant à Sussy-en-Brie, a eu le crâne fracassé en passant sous le tunnel de Saint-Maudé.

Quand le train est arrivé en gare on a aperçu la tête du malheureux qui pendait par la portière.

Le corps a été déposé à la gare, et la famille a été prévenue.

A L'ÉTRANGER

L'agitation carliste en Espagne

Conseil des Ministres

Madrid, 1er novembre. — Le Conseil des Ministres, tenu hier, s'est spécialement occupé du mouvement carliste. Il a décidé de prendre des mesures très sévères. Bien si la rébellion s'étendait le gouvernement aurait recours aux moyens extrêmes.

Les troubles

Madrid, 1er novembre. — Le soulèvement carliste s'étend rapidement; si le gouvernement ne prend à l'instant d'énergiques mesures il faut qu'on s'attende à la plus formidable insurrection qu'on ait vue depuis la dernière guerre.

On pensait d'abord que l'escarmouche de Badanola était une affaire isolée; mais on voit maintenant qu'elle faisait partie d'un vaste mouvement qui, bien que les chefs du parti carliste, feignent de l'ignorer, aurait obtenu, en cas de succès, leurs encouragements et leur aide.

Au nord de Barcelone, tout le district montagneux est en feu, et l'on s'accorde à donner aux soulèvements un caractère exclusivement carliste. Les révolutionnaires ont des uniformes et des fusils en grande partie du type Remington, qui, sans aucun doute, ont été introduits de l'étranger par contrebande.

Les colonnes lancées à leur poursuite ont reçu des renforts; tous les soldats en congé, même les infirmes, ont été rappelés au service pour être incorporés dans les regiments qui sont prêts à être expédiés à Barcelone, en cas de besoin.

Les révolutionnaires, qui appartiennent principalement aux bandes de Berga, Ygualda et Manresa, doivent comprendre mille hommes et le premier succès décupler leurs forces. Le gouvernement envoie des navires de guerre à Barcelone. Dans tous les districts suspects, les garnisons sont tenues sous les armes. Il faut s'attendre à la proclamation de la loi martiale. Sur les frontières de France, les gardes ont été renforcés pour arrêter l'importation des armes.

EN CHINE

Une lettre de Mme Pichon

Mme Pichon, la vaillante femme de notre ministre à Pékin, vient d'adresser à sa mère, Mme Verdier, et à la mère de son mari, une lettre dont le *Matin* donne les passages suivants qui lui ont été communiqués:

Rien ne nous a été épargné. Les Chinois ont mis le feu tout autour de la légation d'Angleterre, où heureusement il y avait deux pompes. Nous faisions la chaîne au milieu des balles qui siffaient. C'est miracle qu'aucune femme, aucun enfant n'ait été tué...

... Un jour, nous avons eu le feu derrière notre maison et il a fallu démolir les communs pour l'empêcher de nous gagner. La pluie nous aurait rée bien utile pour l'éteindre, mais heureusement qu'il n'a pas plu, car nous savions que la pluie aurait empêché les troupes alliées de parvenir jusqu'à nous à travers le pays inondé...

... Combien j'ai prié Dieu, matin et soir, le supplient de venir à notre secours, de nous conserver l'espoir de vivre et de vous revoir!... Il m'a exaucée: le 10 août sont arrivées les lettres des généraux anglais et japonais qui nous disaient, dès qu'ils avaient battu deux fois l'ennemi et que, si rien ne venait arrêter leur marche, ils seraient le 13 ou le 14 sous les murs de Pékin.

A partir de ce moment, nous n'avons plus eu qu'une idée: tenir, tenir quand même!... Enfin, nous étions donc en possession d'une nouvelle sûre! Mais ce que nous craignions, c'était l'attaque désespérée des Chinois, toutes leurs forces se concentrant contre nous. Et c'est bien ce qu'est produit; mais nous étions si parfaitement fortifiés que, malgré toute leur rage, ils n'ont pu nous avoir.

Alors, dans la nuit du 13 au 14, au milieu de la fusillade, nous entendons tout à coup des coups de canon, tirés avec regularité au lointain... Cette fois, il n'y a plus de doute, ce sont nos bienheureuses troupes... Rien n'approchant!

Nos pauvres cours peuvent à peine supporter une telle joie. Nous n'osons pas encore croire à la délivrance: nous l'avons si souvent espéré!

Toute la nuit se passa ainsi; auprès de nous l'attaque continuait avec fureur; au loin, on entendait rattaquer qui semblait s'approcher peu à peu.

C'est cette nuit que l'impératrice a quitté Pékin, au milieu du bombardement, sans avoir pu réussir à nous faire massacrer.

La matinée du 14 s'est passée à attendre les événements.

Tout à coup, vers 3 heures de l'après-midi, un jeune homme accourt de la muraille en criant: « Les Allemands sont dans la ville chinoise! »

Je me précipite pour le dire à Stephen, et presque aussitôt nous voyons arriver des Allemands sur le tennis de la légation d'Angleterre, une centaine de soldats hindous, des Sikhs. De toutes parts la ville a été envahie par les alliés.

Quelle joie! Quel délire!... Nous pleurons. Stephen m'embrasse devant tout le monde. Moi, j'embrasse le capitaine Darcy, notre vaillant défenseur. Tout le monde est rayonnant. On s'aborde, on se serre les mains... C'est un bonheur inexprimable après toutes les angoisses que nous avions supportées.

La porte-drapeau sikh, arrivé un des premiers, s'agenouille sur le terrain du tennis et se met à faire sa prière. Quel spectacle admirable!

Moi, je me trouve dans une chambre pour rendre grâce à Dieu qui nous a sauvés... Puis, tout à coup je pense à la malheureuse baronne de Ketteler, qui souffre seule au milieu de l'allegresse générale, car elle pleure son mari. Je vais la trouver chez elle, pour lui dire que je pense à elle et la plains de toute mon âme. Pauvre malheureuse femme!

Le lendemain matin, à six heures, nos Français arrivaient à la pénétrer. Trop vaniit nous voir; M. d'Authouse était avec lui.

Exécution de réformateurs

Shanghai, 31 octobre. — La première exécution publique de réformateurs chinois a eu lieu lundi dernier.

Les prisonniers avaient subi de si cruelles tortures qu'ils furent incapables de marcher jusqu'au lieu du supplice.

La fuite du prince Tuan

Shanghai, 31 octobre. — Les journaux locaux annoncent que la résidence actuelle du prince Tuan est totalement inconnue. Le prince ne se trouve ni à Si-Ngan-Fou, ni à Toung Kouan. Les journaux laissent entendre que Tuan s'est enfui pour échapper au châtiment.

La Guerre au Transvaal

Les journaux anglais reproduisent, depuis quelque temps, beaucoup de dépêches retardées en transmission, ou arrêtées par la censure. C'est toujours un indice fâcheux que de voir les communications sont supprimées, et c'est un indice particulièrement fâcheux pour l'Angleterre, car à chaque retard ordonné dans la transmission des dépêches a correspondu pour elle une période de graves événements.

Parmi les dépêches arrêtées se trouvent celles qui mentionnent les négociations avec Botha et Steijn.

Voici le texte de la plus récente:

Pretoria, 30 octobre.
(Retardée en transmission).

Le général Pagel est entré récemment en négociations avec le général Botha. Il lui a envoyé un parlementaire que Botha a reçu avec politesse.

Botha aurait admis que tout était perdu, mais il aurait ajouté qu'il était impossible de traiter de la capitulation tant que ses partisans désireraient continuer la lutte.

Les Boers refusent de croire qu'on ne les déportera pas outre-mer d'ils capitulent.

Steijn et Viljoen préconisent la résistance. Steijn a refusé de lire la communication que lui apportait un messager, et il a pris une attitude intransigeante.

On dit que les Boers qui se trouvent à Pietersburg possèdent 17 canons.

Que les Anglais aient essayé de résoudre diplomatiquement la guerre et d'amener les chefs à capituler, le fait n'a rien de surprenant. Qu'ils se soient pas pressés de faire connaître leur échec, c'est tout naturel. Mais dans les faits comme dans les appréciations que contient cette dépêche, il y a des choses bien surprenantes.

Il nous paraît douteux que Botha ait déclaré que tout était perdu et c'est conserver un vain espoir de voir aboutir des négociations ultérieures que d'insinuer que la crainte d'une déportation outre-mer empêche seule les Boers de se rendre et qu'ils viendront à composition lorsqu'on l'aura dissipée.

Et, en effet, les Boers reprennent partout une vigoureuse offensive.

LES GRÈVES

EXCITATIONS A LA GRÈVE

Descente des mineurs d'Avion sur Lens

Dimanche matin, les grévistes d'Avion, réunis salle Hulot, y ont voté la continuation de la grève et décidé de se porter en masse sur Lens, dans l'après-midi, pour y manifester.

Conformément à cette décision, 7 à 800 mineurs d'Avion, ayant à leur tête le maire collectiviste Delcourt et une femme portant un drapeau tricolore se dirigèrent vers Lens à 4 heures de l'après-midi.

En arrivant au pont ils se heurtèrent à plusieurs brigades de gendarmerie et à deux pelotons de dragons qui les empêchèrent de passer.

Ces rencontres les mineurs d'Avion s'étaient pilèrent dans le faubourg en chantant *l'Internationale* et en criant: Vive la grève!

Nous trouvant au milieu d'eux, nous avons demandé à bon nombre de mineurs quel était le but de leur manifestation.

Tous nous ont répondu que la réunion d'Arras n'était pas reconnue par eux, qu'ils ne voulaient point accepter ce qu'avaient promis les patrons et qu'ils désiraient le dire à la conférence annoncée pour cinq heures à Lens.

La vérité c'est, qu'excités par le maire collectiviste Delcourt, ils voulaient manifester contre Basly.

Les dragons et les gendarmes gardent le pont ne laissaient passer que les personnes se rendant au cimetière ou en revenant.

Sur le territoire de Lens, de l'autre côté du pont, un certain nombre de mineurs d'Avion rassemblés surtout en curieux et de leurs rangs s'élevaient de rares cris de: « Vive la grève », auxquels les mineurs d'Avion, maintenus par la force armée, répondaient avec un ensemble parfait.

Arrivée de M. Basly

Las de crier les mineurs s'étaient peu à peu calmés lorsque vers cinq heures on annonce l'arrivée de M. Basly.

A 5 heures 10 en effet on voit apparaître le député mineur.

Du côté de Lens s'élève un formidable cri de: « Vive Basly! » auquel les mineurs d'Avion répondent par celui de: Vive la grève. »

M. Basly prend la parole. Il exhorte ses amis au calme et les prie de s'éloigner. La plupart d'entre eux accèdent au désir de leur représentant qui, s'approchant alors de l'officier de dragons qui commande le détachement du pont, lui demande de laisser passer tout le monde.

L'officier, très courtois, déclare que sa consigne est formelle et qu'il ne peut y déroger. Sur les instances de M. Basly, il consent cependant à ce que le maréchal-des-logis de gendarmerie aille communiquer à ses chefs la démarche de M. Basly et demande leurs instructions.

Le maréchal-des-logis revient bientôt avec l'ordre d'abandonner le pont.

Les mineurs d'Avion pénètrent alors dans la ville de Lens, très calmes et sans proférer le moindre cri. Ils se dirigent vers la salle de réunion.

A 5 heures 1/2, le quartier du pont où l'on avait pu un moment croindre une collision avait repris son calme habituel.

RÉUNION MOUVEMENTÉE à Lens

Manifestations diverses. — Eloquent discours de M. Basly. — Défaite des perturbateurs collectivistes.

Dans le grand préau de l'Ecole Condorcet où se donnait, il y a dix jours, le banquet Millerand 3.000 personnes sont rassemblées vers six heures. En attendant la formation du bureau, les mineurs chantent *l'Internationale*. Ceux d'Avion pénètrent en trombe dans la salle en criant: « Vive la grève! », mais ils sont accueillis par des cris presque unanimes de: « Vive le travail! »

Au bureau prennent place: président M. Durieux, délégué du syndicat, assesseurs MM. Huleux et Tiem, conseillers municipaux.

La nomination du secrétaire donne lieu à un incident. D'abord le maire collectiviste d'Avion, M. Delcourt, est désigné, mais comme il ne se trouve pas dans la salle, on procède à un nouveau vote. Alors son greffier, M. Morange, secrétaire du P. O. est proposé.

M. Basly proteste disant que M. Morange n'étant pas mineur, il ne peut faire partie du bureau, il s'agit de discuter des questions ouvrières.

On crie: « Vive Delcourt! M. Rémy, mineur, est désigné comme secrétaire.

DISCOURS DE M. BASLY

En débutant, M. Basly dit qu'il ne se dissimule pas que sa tâche est difficile: il lui faut d'abord rendre compte de l'entrevue d'Arras et inviter ensuite les grévistes à reprendre le travail.

Des cris de: « Vive la grève! » accueillent ces premières paroles.

Ecoutez-moi, dit M. Basly, vous réfuterez mes arguments ensuite si bon vous semble.

Nous sommes allés, continue-t-il, à Arras demander une hausse de salaires pour les ouvriers alors que — il faut bien le dire — ils n'osaient même rien réclamer.

Il explique que revenant mercredi soir d'Arras, il a été accueilli en gare de Lens, lui et les délégués, par les cris de: « Vive la grève! »

J'ai intervenu alors, continue-t-il, quelques ouvriers qui m'ont dit que les 10 0/0 d'augmentation étaient de la blague.

Je me fais fort comme je l'ai déjà déclaré, de prouver que cette fois les mineurs ont obtenu plus de satisfaction que jamais.

On m'a dit que la prime supplémentaire va promptement être chuchotée par une diminution du prix d'abatage. Contre cela les ouvriers auraient dû protester, mais ils peuvent-ils étant mal organisés? La situation actuelle est due aux mineurs qui ont déserté le syndicat. Cris: « Vive le syndicat! »

A ces cris, M. Basly répond: Il ne suffit pas de crier: Vive le Syndicat: Il faut tous se quitter vos cotisations.

« Je sais bien que vous avez déserté le Syndicat pour faire de la politique — la politique vous apporte des réformes apparentes — oui apparentes, souligne le député de Lens, — car elles ne sont réalisables que dans un temps éloigné. »

M. Basly combat la demande du minimum des salaires disant à ceux qui le préconisent de venir apporter à la tribune le moyen de le faire obtenir.

« Je sais bien, continue M. Basly, que certains vous donnent comme remède pour améliorer votre sort — ce qu'ils appellent le *minimum de salaires* fixé à 7 francs par jour. Je demande ici, publiquement, aux dirigeants du P. O., ce qui se passe à Lille et à Roubaix où les ouvriers d'usines et de fabriques, lois d'avoir un minimum de salaires touchent des salaires infimes et où les travailleurs sont rongés par la misère.

« Oui! crie Basly, qu'on vienne ici apporter le moyen d'obtenir le *minimum* réclamé.

« Je ne rends pas responsable le P. O. de ce que les ouvriers de Lille, de Roubaix et d'ailleurs n'ont pas le minimum dont je parle, mais j'ai bien le droit de constater qu'il n'a pas pu l'obtenir jamais. »

Vibrant appel pour la reprise

« J'aurais pu, hier, continue M. Basly, me faire porter en triomphe en vous disant: « Faites la grève! Réclamez donc sept francs par jour! »

Cela est un côté de la médaille. Le revers aurait été qu'après trois ou quatre semaines de grève durant lesquelles vous auriez vilipendé vos patrons, la misère pénétrant dans vos foyers, devant les supplications de vos femmes, les pleurs de vos enfants vous demandant du pain, vous m'auriez montré au doigt, disant: « Cet homme est causé de nos souffrances, il aurait mieux fait de nous conseiller d'accepter les satisfactions que nous offraient les compagnies houillères. »

M. Basly rappelle les misères endurées par les ouvriers lors de la grève de 1893 dont le bilan accuse, en dehors des privations de toutes sortes: 800 mineurs congédiés, diminution des salaires et augmentation des heures de travail.

Des cris enthousiastes de: Vive le travail! Vive Basly! s'élèvent de toutes parts. De vieux mineurs voisins de la tribune ont été tellement émus par les paroles de leur député qu'ils sanglotent.

M. Basly, avec une superbe énergie, invite les grévistes à reprendre le travail. Il les met en garde contre les conséquences d'une prolongation de chômage.

« Ne déchirez pas l'accord signé par nous hier à Arras, je vous en supplie. Sinon vous allez retrouver ce régime de misère dont, avec raison, vous vous êtes plaindre. »

Les langues coupes

Abordant la question des langues coupes, M. Basly explique clairement que dorénavant les Compagnies ne feront plus entrer dans le calcul de la moyenne les heures de travail supplémentaires.

Ici des cris de: « Vive la Grève! A bas les langues coupes! » éclatent.

M. Basly parle de la grève d'Anzin et des mineurs unionistes par les mineurs de cette concession après le chômage.

Dans la vallée que vous dit: *A Anzin ce sont les endormis.*